

Dimanche 24 Juin 2007

Investissements directs étrangers entre la théorie et la pratique

Par : Le Quotidien d'Oran

par Mohamed Mehdi

« Les Investissements directs étrangers (IDE) c'est utile, mais ils ne peuvent constituer une solution miracle, l'important c'est la cohérence dans la politique de développement d'un pays ». Ces propos, d'un spécialiste de l'Institut Mondial pour la Recherche sur l'Economie du Développement (WIDER) de l'Université des Nations Unies, résument parfaitement la teneur des débats de la 1ère journée du 6ème Symposium de MDI-Business School qui s'est ouvert hier au Hilton sur le thème de « Investissements Directs Etrangers et Stratégie de Développement : Quelles politiques d'attractivité »

Des investissements directs étrangers c'est bien, encore faut-il réunir les conditions d'un environnement économique viable pour le capital étranger, mais réussir son propre développement, à travers une dynamique d'investissement local, de création d'entreprises et de richesses, c'est encore mieux. Attirer les IDE hors hydrocarbures « est un pari difficile », comme le constate le président du Forum des chefs d'entreprises, M. Réda Hamiani. « Le succès économique dépend aujourd'hui en grande partie de la vitesse à laquelle sont conduites les réformes, de l'audace de ces réformes et de la capacité à être attractif à l'investissement », ajoute-t-il à l'adresse des pouvoirs publics, représentés hier par le ministre de l'Industrie et de la promotion des investissements, M. Hamid Temmar. Ce dernier n'est pas loin de cet avis. Le ministre estime que la question des IDE « est secondaire » et que le plus important c'est de s'assurer une croissance économique convenable hors secteur des hydrocarbures. Seulement Temmar considère que l'Etat ne doit pas être le seul sollicité, et que l'entreprise (publique et privée), de même que les universitaires, ont un rôle à jouer en redoublant d'ingéniosité pour que l'appareil économique national démarre et sorte de sa léthargie. Le ministre de l'Industrie estime que l'entreprise ne doit pas se confiner à un rôle d'importateur de marchandise et de machines « mais il faut qu'elle assimile » l'ensemble du processus de fabrication afin d'être concurrentielle, en renforçant notamment sa gestion et en fonctionnant en réseau d'entreprises. Temmar préconise également la mise en place d'un « système national de l'innovation » car il estime qu'une entreprise algérienne innovante attire mieux les investissements étrangers. Emmanuel Noutary du Réseau ANIMA constate, lui, que les pays de la rive Sud de la zone MEDA (12 pays dont Israël) ne sont pas la priorité de l'Union Européenne qui regarde plutôt à l'Est du vieux continent. Selon lui, les 10 pays de la rive sud de MEDA, qui comptent 240 millions d'habitants, doivent créer « 3 à 4 millions d'emplois par an, pour maintenir un taux de chômage officiel de 12 à 20 % (taux réel : 20 à 40 %)».

Georges Mavrotas, de l'Institut WIDER, dit qu'il faut d'abord créer les conditions de la croissance avant de parler d'IDE. Il rappelle que des pays comme la Malaisie ont « un bon usage des IDE en incluant l'investissement public ». Pour Mavrotas, la corruption est un facteur de repoussement des IDE. Même constat chez Kamel Driss, PDG de la Citibank Algérie, qui, après avoir brossé un tableau des plus reluisants en affirmant no ment que tous les indicateurs « sont au vert » en ce qui concerne le climat d'investissement en Algérie, « sauf l'index de la corruption » (il le dit à demi-mots).

Xavier Richet, spécialiste de la Chine et des pays asiatiques, constate que « le Japon et la Corée du Sud se sont développés sans un grand recours aux IDE ». Comment ? C'est grâce à « l'appropriation des connaissances » (en « décortiquant des voitures ») que les Japonais ont pu asseoir une industrie, ajoute-t-il. Pour M. Richet, « ça ne sert à rien d'avoir des IDE pour faire du textile ». Il faut, selon lui, viser les secteurs à haute valeur ajoutée comme les technologies.

Dans son bilan global des investissements entre 2005 et 2006, Abdelmadjid Baghdadli, DG de l'ANDI, fait état de 9.230 « déclarations d'investissements », d'un montant total de 1.219 milliards de dinars (MDA), supposant la création de 202.534 emplois. Sur l'ensemble de ces projets, 184 impliquent des étrangers et sont donc considérés comme des IDE (Temmar considère qu'à hauteur de 10 % de la prise de capital on peut considérer que l'investissement est étranger) et un montant de 366 MDA. Selon l'importance des montants, c'est le secteur de l'industrie qui vient en tête avec 533 MDA, suivi des télécommunications (195 MDA), puis des transports (142 MDA) et du BTPH (139 MDA).

Pour l'ensemble de la période allant de 2000 à 2006, le bilan des IDE livré hier par le DG de l'ANDI dénombre 601 projets, dont 263 en partenariat avec des entreprises locales, pour un montant de 785 MDA et près de 81.000 emplois. Parmi ces projets, 369 (pour un montant de 366 MDA) sont enregistrés dans l'industrie, 4 dans les télécommunications (260 MDA), 112 projets dans les services et 13 autres dans le tourisme. Quant à la provenance de ces IDE, les pays arabes viennent en tête avec 531 MDA pour 140 projets, suivis de l'UE avec 254 projets pour plus de 175 MDA.

Baghdadli termine en annonçant « 20 grands projets étrangers » pour 2007 pour un montant de 15 milliards de dollars US dont celui des Emiratis de 5 milliards de dollars pour la construction d'un complexe d'aluminium, ainsi que 8 autres projets dans les secteurs de l'hôtellerie, du tourisme et des Centres d'affaires pour 5,397 milliards de dollars. Le décompte inclut aussi des projets de centrales électriques et stations de dessalement d'eau de mer qui sont des commandes de l'Etat.